

le travail

EDITION QUOTIDIENNE DU 45e CONGRES

Jeudi le 15 juin 1972

Vol. 48, No. 12, Organe officiel de la CSN

L'AFFAIRE LAPALME

La commission d'enquête sur l'affaire Lapalme créée par le Conseil confédéral du 25 février 1972, a remis son rapport au secrétaire général le 15 mai. Voici les principales conclusions du rapport.

LES ALLOCATIONS DE CONGEDIEMENT POUR ACTIVITES SYNDICALES

Sur ce point, l'accusation du comité exécutif de la CSN était la suivante:

«Du 27 juillet 1971 au 7 décembre 1971, le syndicat du transport postal de Montréal a détourné sans autori-

sation des sommes destinées par la CSN à 51 personnes...»

Après enquête, la commission conclut que le syndicat du transport postal a détourné pendant le temps mentionné dans l'accusation, des sommes destinées à 16 personnes pendant 19 semaines, à 1 personne pendant 5 semaines et à 1 personne pendant 1 semaine.

Le président de la commission d'enquête note que les témoignages des membres du syndicat étaient tellement contradictoires qu'ils n'étaient tout simplement pas croyables.

LES DEBOURSES POUR AUTOBUS

L'accusation du comité exécutif était la suivante: «Le syndicat a réclamé et obtenu paiement de déboursés qui n'ont pas effectivement été encourus pour de prétendus voyages à Ottawa les 3, 4, 5 et 10 novembre 1971».

Après enquête, l'accusation a été retenue, exception faite pour le 3 novembre.

QUI EST RESPONSABLE?

La conclusion de l'enquête sur les responsabilités quant à ces fraudes est la suivante: «Il est impossible de déterminer de façon claire et précise la responsabilité de quiconque. Tout fonctionne, dans ces circonstances, sur la base d'une confiance mutuelle entre les différentes parties impliquées dans un conflit».

"LES VICTIMES SONT DEVENUES LES ACCUSÉS"

Le rapport d'André L'Heureux, responsable du Secrétariat d'action politique, sur l'affaire Lapalme apporte plusieurs éléments de réflexion, non seulement par sa conclusion que les journaux ont charrié en gros titre, mais surtout par un rappel des principaux faits et événements qui ont fait de l'affaire Lapalme un symbole de la résistance ouvrière au Québec.

Une campagne sans précédent pour informer les syndiqués de la CSN et la population en général, sur l'abominable injustice dont étaient victimes les gars de Lapalme «a vraiment été décidée et réalisée par les dirigeants élus des fédérations, conseils centraux et du comité exécutif». Cette campagne, face à l'entêtement stupide et arrogant de Trudeau, s'est prolongée pendant 30 mois déjà, atteignant son apogée à l'automne 1971 où le premier ministre renvoie carrément promener le Bureau confédéral venu le rencontrer.

Une radicalisation de la campagne s'imposait devant une telle attitude aussi baveuse et humiliante; elle fut amorcée, mais presque aussitôt sabotée par l'ex-trésorier de la CSN, Jacques Dion, qui lançait des accusations de fraude absolument disproportionnées à celles que l'enquête Desmarais a établies par la suite.

Les procédés alors utilisés, pour dénoncer les gars de Lapalme révélaient une intention à peine voilée de saboter leur lutte. (On serait tenté d'ajouter: au profit du parti libéral fédéral.)

La réputation des gars de Lapalme était désormais salie (les journaux ont fait leur part) et des mois de lutte, d'efforts collectifs et de sacrifices étaient pratiquement anéantis. Et pourtant, comme le dit L'Heureux dans son rapport: «Le seul véritable bénéficiaire de ces procédés inusités, a été le parti libéral fédéral et les responsables de l'attentat perpétré en février 1970, soit le cabinet fédéral, notamment Pierre Elliott Trudeau, Gérard Pelletier et Jean Marchand».

Ce qui est dramatique dans cette campagne de salissage amorcée par Dion, c'est que le scandale (le mot est pas mal fort) des gars de Lapalme a fait oublier que «Le premier responsable de l'affaire Lapalme est le gouvernement fédéral qui n'a pas hésité à dépenser des millions de dollars pour écraser un syndicat CSN».

Aucune enquête n'a suivi le rapport Goldenberg qui a pourtant démontré l'injustice du gouvernement fédéral face aux gars de Lapalme: c'était une frustration de plus.

Si la conclusion du rapport d'André L'Heureux semble indiquer un abandon de la lutte par les gars de Lapalme, il ne faut surtout pas s'étonner et porter des jugements, sans tenir compte de tout le contexte de la lutte des gars de Lapalme: «La campagne de dénigrement amorcé à compter de novembre, certaines conclusions de l'enquête Desmarais, la durée exceptionnelle du conflit, la lassitude, les

LE POINT DE VUE DES GARS DE LAPALME

Le syndicat des employés du transport postal de Montréal, tel que consulté mardi dernier, n'endosse pas le rapport d'André L'Heureux (15) dans ses conclusions.

Les gars de Lapalme n'admettent pas qu'un syndicat puisse se faire dire par un congrès confédéral que leur lutte se termine sans une dernière tentative de mobilisation et de campagne sous des formes différentes de celles que nous avons connues à date. Et cela, pour en arriver à un règlement syndicalement valable pour les membres de leur syndicat.

Selon le syndicat, la campagne qui pourrait s'envisager serait une nouvelle dénonciation du gouvernement fédéral, et notamment des «trois colombes» Trudeau, Marchand et Pelletier, et par des prises de position fermes des instances supérieures du mouvement, et surtout l'exécutif.

conséquences d'une lutte aussi mouvementée, le harcèlement des derniers mois...»

C'est dans tout ce contexte ainsi que dans l'attitude arrogante, injuste et antisyndicale du parti libéral fédéral que nous devons envisager l'affaire Lapalme.

Et même si Trudeau et compagnie peuvent se réjouir d'avoir réussi à briser un syndicat, cela n'implique pas nécessai-

LE COUT DE L'AFFAIRE LAPALME

Même si le trésorier de la CSN évaluait que la lutte des gars de Lapalme avait coûté 40¢ par membre par mois, le syndicat des employés du transport postal de Montréal considère qu'en réalité le coût se chiffre maintenant à 25¢ au lieu de 40¢.

Le syndicat comprend cependant que le mouvement CSN puisse trouver lourd d'évoluer tout en continuant la lutte pour les gars de Lapalme. Le syndicat comprend cela, mais considère que le mouvement doit faire un nouvel effort en vue d'obtenir un règlement équitable. C'est fondamental, la cause étant ce qu'elle est: Le syndicat refuse qu'un gouvernement fédéral puisse briser un syndicat par pur caprice politique.

rement un abandon total de l'affaire Lapalme, car comme conclut L'Heureux: «Si le congrès décide que les allocations aux gars de Lapalme doivent cesser, le mouvement ne devrait-il pas envisager la lutte sous une autre forme, afin que ce gouvernement n'oublie pas le crime qu'il a commis à l'endroit des gars de Lapalme, des travailleurs syndiqués et de la CSN».

« Nous ne sommes plus les brancardiers du capitalisme »

ROLE DE LA CENTRALE

Vandal: Quel est selon vous le rôle d'une centrale syndicale ?

Lucas: Une confédération nationale, que ce soit la CFDT en France ou la CSN au Québec correspond à une prise en charge des revendications de tous les travailleurs qui y adhèrent, quelque soit leur industrie ou leur région. Et cette action, sa véritable mesure, ne peut pas tenir compte seulement des intérêts particuliers des différents groupes sectoriels, mais de mener une bataille syndicale globale pour l'ensemble des travailleurs. Toute politique syndicale doit être active et offensive.

POUR FAVORISER LA PARTICIPATION

Vandal: Présentement, nous discutons du rapport du président Pepin. Ne croyez-vous pas que pour le Québec c'est aller trop vite que d'adopter ce genre de syndicalisme parce que le niveau de vie est trop élevé ?

Lucas: La CFDT, avant la CSN, a proposé un changement semblable à celui que propose aujourd'hui votre président. Bien sûr, il s'agit-là d'idées qui viennent de militants et de responsables qui ont analysé la situation. Cela pose un gros problème, soit celui de faire participer les travailleurs à la base. Si on veut vraiment changer la société, on ne peut l'oublier. Nous, en France, nous nous sommes dit que cette participation ne se développera que par la formation et l'information. Mais au départ, il faut avoir de grands objectifs. Certains pensent qu'on peut améliorer le capitalisme, qu'on peut trouver des solutions à l'intérieur du système. Il ne faut pas trouver des solutions aux conséquences du capitalisme, mais s'attaquer directement aux causes. Les travailleurs doivent prendre conscience que les patrons les exploitent et qu'ils ne peuvent qu'être exploités dans ce système.

Kulakowski: Le problème se pose ici dans les mêmes termes qu'en Europe. Dans quelle mesure le syndicalisme peut-il changer la société ? Il ne faut pas que nous soyons les brancardiers du capitalisme. Cette thèse, d'ailleurs, tend à disparaître. Les travailleurs sont de plus en plus conscients que leur problème est réel. Le syndicalisme, pour jouer pleinement son rôle, ne doit pas s'axer exclusivement sur l'appât de l'augmentation de la consommation, à petits pas. C'est le plus grand piège du syndicalisme. Il faut que nous attaquions le fond du système, ses structures.

JEAN KULAKOWSKI

Lucas: Le meilleur moyen de faire participer la base, ce n'est pas en faisant des revendications sur les salaires ou les avantages sociaux, mais c'est en leur faisant comprendre leur situation réelle, leur exploitation par le capitalisme, dans leur entreprise même. Il faut aussi que les travailleurs constatent la nécessité de l'action commune.

Il n'y a pas de syndicalisme militant sans syndicalisme de masse. Simplement parce que pour qu'il y ait un impact, dans le militantisme, il faut qu'il y ait une masse, une force: le syndicalisme, est un problème de force, non seulement d'idées. Une idée qui n'est pas supportée par une force ne vaut rien. Le militantisme naît aussi d'une force de masse.

Vandal: Vous savez qu'ici le taux de chômage est très élevé, on a des congédiements massifs. Comment réagissez-vous en France devant de tels problèmes ?

Lucas: Nous disons à la CFDT que le problème du chômage n'est pas un problème social, c'est un problème économique; et vous pensez la même chose, vous, ici vous l'avez dit. Et la solution n'est pas dans les allocations de chômage. Mais celle que nous préconisons et qui est aussi celle de la CSN, c'est de s'attaquer aux causes mêmes du sous-emploi. Le système capitaliste ne peut pas régler le sous-emploi, car il réalise des implantations, qu'ils soient multinationales ou nationales dans les secteurs rentables. Donc le capitalisme ne peut pas, par lacune, résoudre le problème du sous-emploi. Il faut qu'il y ait une planification de l'économie qui permette d'abord, de développer l'économie et de la répartir en fonction des différentes régions sans tenir compte des profits immédiats.

Kulakowski: Un exemple frappant du caractère économique du chômage et du sous-emploi, concernant directement les travailleurs, c'est l'accroissement de chômage qu'a provoquées les décisions économiques et monétaires américaines l'an dernier en Europe. D'où l'importance pour le syndicalisme de pouvoir intervenir dans ses problèmes, dans ses décisions prises au niveau économique et monétaire.

Vandal: Comment la CFDT a réagi aux fermetures d'usines en France ?

Lucas: Nous avons posé le problème sur deux angles: d'abord tenant compte des intérêts des travailleurs et de leurs besoins immédiats, c'est d'obte-

Jean Vandal, vice-président de la Fédération de la métallurgie (CSN) et ouvrier à la Beloilt à Sorel, a interrogé MM. Jean Kulakowski, secrétaire-général de la branche européenne de la Confédération mondiale du Travail (CMT), dont fait partie la CSN et Laurent Lucas, président depuis un an de la Confédération française démocratique du Travail (CFDT), où il fut pendant dix ans secrétaire-général adjoint.



nir des garanties leur permettant de pouvoir tenir pendant qu'ils sont en chômage. Et nous avons eu des accords avec les employeurs pour leur donner les meilleures rémunérations possibles pendant l'attente.

Mais nous avons, d'autre part, créé des mouvements d'opinions, car la population toute entière est nécessairement impliquée. Le problème de l'emploi en France, grâce aux syndicats, a pris une dimension politique et cela va de soi. Mais malgré ces efforts, cette prise de conscience, les structures restent là, les décisions ne sont pas prises par les travailleurs ou la population qui est sur place, mais par les trusts, bien souvent internationaux. Et nous faisons comme vous, nous essayons de donner à cette dimension de l'action sur les problèmes de l'emploi, une expression globale qui met en cause la nature du pouvoir et de la décision en ce qui concerne les fermetures d'entreprises.

C'est même ce qui marque le plus la politique d'action syndicale en France: il ne faut plus prendre les problèmes d'emploi comme dans le passé, on a dépassé ce stade, c'est une question fondamentale.

Vandal: Que pensez-vous du rapport moral de Marcel Pepin ?

Lucas: Nous tenons beaucoup à la souveraineté d'un congrès car c'est la base qui parle et qui vote; je ne préjuge pas de ce que sera le vote du congrès. Mais mon opinion, c'est qu'il y aura un vote très majoritaire pour les orientations présentées par le président, et je m'en réjouis car les problèmes sont pris comme ils doivent l'être dans nos sociétés d'aujourd'hui, même si cela fait peur à certains, et même si cela a amené une scission, malheureusement comme en France à la CFDT en 1964. Les orientations que nous avons aujourd'hui sont celles qu'il faut prendre maintenant et non demain; la CSN est une organisation courageuse et clairvoyante.

Kulakowski: Je l'ai dit clairement ce matin, les orientations proposées par la CSN sont parfaitement dans la ligne de la CMT.



Les délégations qui viennent de la région du Conseil central des Laurentides sont campées au fond des bois, à quelque vingt milles du Patro. Selon Pierre Mercille, connu comme Barabas dans la passion, grâce aux économies ainsi réalisées, au moins 48 délégués sont au congrès alors qu'autrement il n'y en aurait au plus 20, étant donné les faibles moyens des petits syndicats. En plus, il paraît que c'est ben le fun. Dans le même ordre d'idée, pour ceux qui l'ignorent, le trésorier général Guy Thibodeau, est aussi en camping quelque part. C'est dans sa roulotte qu'il a rédigé son «fameux» discours du budget, dans la nuit de samedi à dimanche.

Suite de la page 4

1949 qu'on n'a pas pu corriger par le syndicalisme qu'on a fait, je me suis dit qu'il fallait s'organiser pour l'abattre le régime.

Il n'y a pas un officier syndical qui ne sait pas que le régime est pourri. Mais supposons que le rapport de Pepin est adopté à 100% par le congrès, tu vas quand même avoir des officiers qui vont travailler pour faire réélire le même régime. Alors quand il y a des officiers qui disent que les membres ne suivent pas, ils devraient se regarder eux-mêmes et essayer d'être conséquents avec les décisions qu'ils prennent.

J.-P. Houle

La description du régime qu'on fait dans «Ne comptons que sur nos propres moyens», c'est parfait. D'ailleurs le capitalisme, on n'est pas les seuls à le dire, les papes l'ont dit, ça ne répond plus aux besoins des gens. Mais le socialisme, c'est quoi?

Ca fait peur à plusieurs parce qu'on ne sait pas où ça va nous mener.

Notre exécutif est passé aux 3D presque au complet sans consulter les membres. Ca me paraît pas du bon syndicalisme. Il y a maintenant un avis de motion de désaffiliation sur la table pour la prochaine assemblée, et cela, en pleine période de négociation.

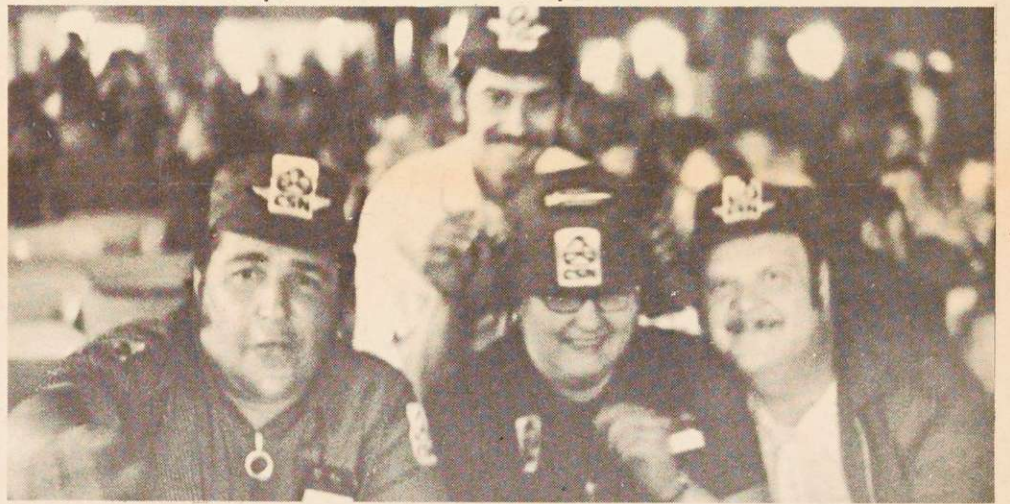
En ayant assisté aux deux congrès, je pourrai me faire un meilleur jugement. Quand je vais revenir de l'assemblée, c'est les gars qui vont décider. Moi personnellement, je n'ai pas peur du mot socialisme. Dans les cours d'éducation de l'abbé Bergeron, tu mettais en relation le christianisme et le socialisme, et ça marchait assez bien. Tu peux faire du socialisme sans t'en apercevoir. Les gars oublient trop qu'ils sont aussi des citoyens. Si on fait pas un travail d'éducation quand même on abattrait Bourassa, on va se retrouver avec du semblable.



Mardi soir ça swignait chez Marcel.



Tout le monde n'est pas arrivé en même temps !



Tout le monde n'est pas «parti» en même temps !

Notre problème, c'est que tu frappes du monde qui pense que la CSN c'est mené par Montréal et par Chartrand. Je pense bien qu'on ne peut pas mettre en doute le syndicalisme de Michel Chartrand, mais s'il pouvait corriger quelques excès de langage, ça nous aiderait et ça ne déferait pas son syndicalisme.

Maurice Boucher

Ce que Jean Haley explique sur la nécessité de mettre l'argent sur l'éducation rejoint ce que la fédération a dit touchant le document «Ne comptons...» La description du capitalisme faite dans le document reste sommaire et néglige les méfaits du capitalisme dans plusieurs secteurs comme le logement, la consommation, la publicité, etc. Quant aux solutions, nous avons souligné que les travailleurs ne comprennent pas quand on parle de socialisme et ont dans la tête tout ce qu'on a charrié là-dessus. En conséquence, l'effort à faire devrait porter sur l'éducation politique et économique des membres plutôt

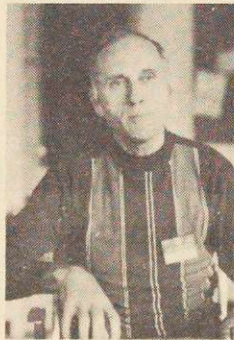
que de les mobiliser dans des actions directes et à court terme.

Cependant, même si l'on admet que dans la réalité, les travailleurs ne sont pas vraiment prêts, on ne peut se contenter de dire: il n'y a rien à faire. Il faut organiser une riposte contre un régime de plus en plus néfaste pour les travailleurs et une riposte efficace. Comment faire et quoi faire?

Je suis d'accord avec Jean Haley pour mettre l'accent sur la syndicalisation. Mais je crois qu'il faut bien voir que le régime actuel fait tout pour empêcher la syndicalisation. La syndicalisation, contrairement à ce qu'on croit, demeure une activité clandestine au Québec. Pour arriver à exercer leur droit d'association, les travailleurs doivent traverser une montagne de procédures juridiques et subir encore de multiples congédiements: Tout cela est dur et coûteux. Si on ne force pas le régime à changer d'attitude, par des formules comme la négociation sectorielle par exemple, nous n'aurons jamais les moyens d'avancer beaucoup.

LES GENS DE L'AMIANTE ET DE L'ALUMINIUM

Notre table ronde d'aujourd'hui donne la parole aux syndicats de l'Amiante et de l'Aluminium (Arvida) qui constituent deux points chauds de la Fédération de la Métallurgie présentement. A cette fin, nous avons réuni MAURICE BOUCHER, président de la fédération, JEAN HALEY, président du syndicat d'Arvida et de la branche Aluminium, ONIAS SAVARD, vice-président du syndicat d'Arvida, EMILIEN LESSARD, président de la branche mines, OVI-LA LEMAY, président du syndicat d'Asbestos Corporation (Thetford) et JEAN-PAUL HOULE, président du syndicat de la John's Manville (Asbestos).



Jean Haley

L'ÉTAT D'ESPRIT DES GARS D'ARVIDA

Une enquête faite l'hiver dernier auprès des membres du syndicat, montre qu'ils sont contre la politisation du mouvement à 90% environ. Une enquête semblable il y a 9 ans donnait 98%. Depuis quelques années déjà l'exécutif a à faire face à des pétitions pour la désaffiliation de la CSN parce que plusieurs membres trouvent que leur per capita à la CSN ne leur rapporte presque rien en service; pour la fédération, il n'y a pas de problème. La seule chose qu'on peut répondre aux membres, c'est qu'ils doivent payer des per capita au nom de l'unité syndicale car je considère que nous recevons peu de services de la CSN. Nous avons dû défrayer nous-mêmes l'évaluation des tâches qui fut très coûteuse; la recherche sur l'Alcan dont nous avons eu besoin pour la dernière négociation n'a pu être faite par le service de recherche qui n'avait plus d'argent et a dû être défrayé par le fonds de défense de la fédération; les frais de la grève de 1957 ont été remboursés par le syndicat; le fonds de défense serait une force, mais il sert à toutes les sauces dans la CSN, etc. Le rapport de l'assiette fiscale affirme que la fédération a reçu passablement de services de la CSN: je n'arrive pas à voir où ils ont pris leurs chiffres.

Dans ce contexte, il faut ajouter que les métallos ont tenté de nous marauder encore dernièrement, durant la crise du bill 19.

Dans cette crise, nous procédons normalement. Le 26 juin, il y aura une assemblée générale d'information où Marcel Pepin assistera. C'est un peu compliqué, car les gars voudraient

que des représentants de la CSN parlent aussi. L'assemblée décidera s'il y aura un référendum sur la désaffiliation. S'il y en a un, ce sera les 29 et 30 juin.

LE RAPPORT DU PRÉSIDENT AGGRAVE LA SITUATION

Or, le rapport du président aura un effet négatif car les membres ne sont pas prêts à l'action politique partisane: or, abatte le gouvernement Bourassa et créer des comités qui seront forcément financés par la CSN et qui appuieront des candidats contre les candidats libéraux, c'est de la politique partisane. A chaque fois que les syndicats ont appuyé des candidats, ils ont perdu la face. On a beau être convaincu personnellement, les membres ne répondent pas. Dans le cas présent, le rapport ne me convainc pas personnellement, et j'admets que ce sera sans doute le cas non seulement de la base mais de plusieurs officiers.

Déjà lors du débat sur «Ne comptons que sur nos propres moyens», notre syndicat et notre fédération ont manifesté qu'ils pensaient que les millions qu'on veut mettre sur l'action politique soient plutôt affectés à l'organisation et à l'éducation syndicale et sociale. Nous avons donné des cours de militantisme à plus de 600 de nos membres. Mais il n'y en a que 35% de travailleurs syndiqués et de ceux-ci, très peu sont prêts à marcher dans des actions politiques à court terme. Allons les chercher. A Montréal seulement, on sait qu'il y a 18,000 travailleurs des produits chimiques qui n'ont aucun syndicat. Commençons par réaliser avec eux les propositions du rapport moral de 1968, sur la consommation notamment.

Onias Savard

Ce qu'il faut déplorer avant tout, c'est que l'exécutif de la CSN et l'exécutif de la fédération se soient divisés. Ces divisions au sommet se répercutent partout.

Un exécutif doit se demander le prix de ses divisions, car une fois divisés, ce sont d'autres qui sont pris avec les

conséquences.

A Arvida, même s'il y a des nuances, l'exécutif demeure uni et procède selon les voies normales. Les membres auront à se prononcer. Finalement tout le monde veut la même chose mais les chemins et le «timing» sont différents. Si on bouscule les membres, on va retarder la marche. Quoi qu'il en soit, le mouvement va continuer.

La CSN c'est le Québec en miniature. Il y a des contradictions entre ce qu'un gars vote au congrès et fait durant les élections, entre ce qu'un gars vote à la fédération et vote au conseil central. On a des réactions de colonisés. Il faut vivre avec ça. Comme groupe, on est porteur de nos propres faiblesses.

Ovi-la Lemay

On a décidé de maintenir le statu quo pour ne pas nuire aux négociations en cours. On n'a pas eu de directives contraires de la base. On continue de fonctionner dans la CSN. C'est sur qu'il y a des tensions. Et il y a des groupes qui exploitent cela pour des fins personnelles. Dans mon syndicat, les tensions ont été augmentées par la grève de 5 jours au mois de mai, qui a été décidée par dessus l'exécutif. On aurait peut-être été d'accord pour la grève à l'exécutif mais à un autre temps. Parce qu'au moment où les gars sont sortis, ça a durci la compagnie puis elle a arrêté de négocier.

C'est clair qu'il y a deux tendances dans le syndicat. Mais je n'ai pas voulu réunir les membres là-dessus parce qu'on est en pleine négociation et que ce n'est pas le temps de se diviser. Mais il y a des permanents qui ont décidé de le faire par-dessus l'exécutif, et là je suis pris avec une pétition pour tenir une assemblée générale. Ça va créer des problèmes. J'aurais aimé mieux parler de cela après les négociations.

En tout cas à l'exécutif, on a essayé de ne pas partir en peur devant les divisions. publiquement, l'exécutif n'est pas divisé, C'est les gars qui vont dé-

cider de rester ou de partir.

Pour ce qui est de l'organisation par rapport à l'éducation, je trouve que ça se tient ensemble. Il faut faire de l'organisation, mais après il faut que tu formes les membres. Sans cela, tu te retrouves avec un syndicat qui veut se désaffilier.

Emilien Lessard

Au niveau du conseil central de Thetford, on a décidé de marcher dans les structures du mouvement. Et on n'est pas allé au congrès des 3D parce qu'on a de la suite dans les idées. La division du mouvement en dehors des structures, c'est le geste le plus grave qui s'est commis dans le syndicalisme au Québec. La dissidence de certains syndicats importants détruira la vie syndicale de certaines régions où les conseils centraux survivront difficilement. Ce serait le cas de Thetford Mines si le syndicat d'Asbestos Corporation quittait.

Je diffère d'opinion avec Jean Haley quand il dit qu'il faudrait prendre de l'argent à l'action politique pour faire plus d'organisation. Parce que si tu fais juste organiser pour négocier des conventions collectives et qu'il n'y a aucune action pour changer des lois et des situations défavorables aux travailleurs, tu es mieux de ne pas organiser. Tu vas juste empocher les per capita des membres.

Quant au rapport de Marcel Pepin, ça va être la première fois que je vais partir du congrès réellement fixé.

On sait où Pepin est branché. Il nous dit clairement: c'est le régime qu'il faut abattre, et pour l'abattre, vous devez faire telle chose. Il ne dit pas vous devriez, il dit vous devez. On sera pour ou on sera contre, mais on sera fixé.

Lundi soir quand j'ai revu au théâtre les événements que j'ai vécu, et que j'ai réalisé qu'on est encore pris aujourd'hui avec le même régime qu'en

suite à la page 3